

LAGRICULTURE

M. Vic Althouse (Mackenzie): Monsieur le Président, je voudrais utiliser le temps qui m'est accordé ce soir pour discuter de la situation dans le secteur agricole au Canada. Le gouvernement ne s'attaque pas au problème du déficit d'un milliard de dollars et plus dans le revenu des agriculteurs pour l'année dernière. Les organisations agricoles exhortent le gouvernement à mettre en oeuvre une troisième ligne de défense afin d'apporter une aide financière aux agriculteurs.

[Traduction]

Les représentantes du Women's Institute du Canada sont venues aujourd'hui nous décrire le tort que le manque de fonds cause aux localités et aux familles rurales au Canada.

On évalue à 1,3 milliard de dollars le manque à gagner calculé d'après le revenu net réalisé. On arrive à ce montant en comparant la moyenne du revenu net des cinq dernières années avec le revenu réel provenant de la campagne agricole qui vient de s'achever; la défférence entre la moyenne quinquennale et le révenu réel pour l'année qui vient de s'achever en août se chiffre à 1,3 milliard.

Il faut vous rappeler, que le revenu agricole net a diminué pendant chacune de ces cinq années et subit donc une baisse constante; or même dans ces conditions, le revenu provenant de la campagne agricole qui vient de s'achever accusera une diminution de 1,3 milliard par rapport à cette moyenne qui va diminuant.

Cela veut dire que beaucoup d'agriculteurs sont accablés d'énormes dettes. Comme les banques ne veulent plus prêter aux agriculteurs endettés, les petits fournisseurs se ressentent de cet endettement. Le fournisseur d'engrais, le vendeur d'équipement ou de pesticides ou le quincaillier doivent faire de plus en plus crédit aux agriculteurs qui ne peuvent plus emprunter auprès des banques et qui n'ont d'autre choix que de s'ouvrir un compte chez leurs fournisseurs locaux.

Le régime universel et le Compte de stabilisation du revenu net s'appliqueront pour la campagne agricole en cours. Ils s'appliqueront pour la campagne agricole qui tourne actuellement à la catastrophe, mais il reste un énorme déficit de 1,3 milliard de dollars qui sera simplement reporté et ira grossir la dette. Je rappelle à la Chambre que, d'après le Comité de l'agriculture, la dette agricole n'a pas diminué depuis quatre ans. Lorsque nous avons terminé nos recherches, nous avons constaté que la dette était bloquée à 22 milliards de dollars. Selon certaines données que nous avons en main, la dette serait même en train d'augmenter.

L'ajournement

L'appel que toutes les grandes organisations agricoles du Canada ont lancé afin d'obtenir une aide de 1,3 milliard de dollars, appel dont j'ai parlé dès la reprise des travaux de la Chambre, justifie une intervention de toute urgence et a été soulevée lors de nombreuses manifestations d'agriculteurs qui ont eu lieu partout au pays. Le gouvernement doit agir sans tarder pour fournir cette aide aux céréaliculteurs canadiens.

M. Lee Richardson (secrétaire parlementaire du ministre des Transports): Monsieur le Président, les cultivateurs de grains et d'oléagineux du Canada sont impuissants face à la guerre des subventions aux exportations qui sévit depuis six ans sur le marché international du grain. Nos producteurs n'ont aucune prise sur cette bataille, qui les a pourtant durement touchés.

Qui aurait cru que les agriculteurs canadiens obtiendraient le même prix pour leur blé en 1991 qu'en 1972? C'est exactement ce qu'a fait cette guerre de subventions toujours croissante. Tant que la Communauté européenne et les États-Unis ne mettront pas fin à leur lutte, nos agriculteurs continueront à en être captifs.

Malgré ces bas prix sans précédent, les agriculteurs canadiens continuent de lutter. Ce gouvernement les aide en leur offrant un niveau de soutien record. Nous travaillons en collaboration avec les agriculteurs à la mise au point de nouveaux programmes de protection du revenu et avons formé ensemble le comité de troisième ligne de défense pour traiter des problèmes de revenu du secteur.

Le comité s'est réuni du 2 au 4 octobre en vue d'examiner la situation et de recommander des mesures. Le premier ministre a assisté à la réunion de la semaine dernière et a passé environ une heure avec les représentants du monde agricole, pour entendre leur point de vue. Il leur a dit que ce gouvernement était prêt à offrir une aide spéciale pour des besoins immédiats, à court terme. Le premier ministre a demandé aux ministres de lui transmettre leurs recommandations avant la fin de la semaine.

Cela démontre l'engagement de ce gouvernement à soutenir le secteur du grain et des oléagineux. Cette année même, le gouvernement fédéral a déjà assuré un appui très ferme aux cultivateurs de grain et d'oléagineux. Environ 2 milliards de dollars seront distribués aux agriculteurs, dès maintenant et jusqu'à la fin de juin, dans le cadre des nouveaux programmes de sécurité du revenu. De cette somme, les chèques émis en vertu du Compte de stabilisation du revenu net sont déjà envoyés et un paiement provisoire est prévu avant Noël dans le cadre du régime universel. L'argent du régime pourra